



Une nuance entre ce que le consommateur souhaite et ce qu'il **achète** réellement

JÉRÔME NICOLAS (MEUSE)

Comment concilier la demande sociétale et les besoins de protection des cultures (en zone sensible) ? C'est un thème de réflexion que vous nous aviez soumis.

Au final, je me demande comment trouver un point de conciliation qui satisfasse pour les uns des envies de surprotection et de principe de précaution outrancier (qui fait vivre toutes ces associations qui inondent les journaux d'articles suscitant la peur) et le souci des autres, certes agréés par l'État via leur Certiphyto mais qui, bientôt, ne pourront plus utiliser les produits homologués dans des terrains pourtant agricoles.

Toute la difficulté d'interprétation des opinions publiques est parfaite-

« La demande sociétale exige au final de fournir des produits les moins chers possibles »

ment illustrée par ce sondage, réalisé il y a quelque temps en grande surface : la question était de connaître les envies des consommateurs (Que souhaitez-vous acheter pour votre nourriture ? Des aliments bio ou de la nourriture préparée industriellement ?). 85 %

des gens avaient répondu : on veut du bio ! Pourtant, en vérifiant les comptes, ils n'étaient au final que 5 % (à l'époque) à acheter bio. Associations et écolos diront qu'il faut produire davantage de bio, avec les subventions qui vont avec. Le législateur, stimulé par l'envie d'aller en direction de 85 % de l'opinion publique sera heureux de légiférer dans ce sens, avec le sentiment du devoir accompli. Et le journaliste naïf mais surtout soucieux de vendre ce que les gens espèrent lire, martèlera que la demande sociétale s'oriente inexorablement vers « plus de bio ». Une autre analyse est pourtant possible... Et c'est celle faite par le producteur et la grande surface : doit-on produire ce que les gens souhaitent acheter ou bien pro-

duire ce qu'ils achètent réellement ? La réponse est sans appel : les producteurs doivent produire de façon industrielle parce que la demande sociétale exige de fournir des produits les moins chers pour 95 % des volumes vendus. On mesure ici toute l'incompréhension autour de mêmes données : les uns continuent de produire ce que les gens achètent réellement parce qu'ils sont au quotidien dans le concret, mais en perdant parallèlement le soutien de leurs élus qui ont tout à gagner à suivre la masse. Tandis que les autres continuent de croire qu'ils sont dans le vrai en répandant par journaux interposés que l'avenir est dans le « tout bio ». Il va sans dire que les premiers, qui ont les pieds dans la terre, savent bien toute l'utopie et/ou la démagogie des seconds, alors que les seconds stigmatisent les premiers pour leur pollution potentielle.

Il conviendrait tout de même de trouver un compromis. Il faut reconnaître aux premiers le souci de faire leur travail de producteur pour nourrir une population qui s'agrandit, dans le respect des normes et des lois, dans des espaces professionnels bien définis. L'ingérence des seconds dans leur volonté d'imposer de nouvelles normes ou de nouvelles interdictions non fondées scientifiquement est très mal perçue. Les premiers se demandent légitimement, en l'absence de toute mort avérée due aux produits de protection des plantes, s'il ne serait pas plutôt utile pour les seconds de s'intéresser aux traces de poussière de pneumatique et de gazoil en ville... Si les zones sensibles concernent les abords des villages, on pourrait éventuellement imaginer des périmètres de protection sans cultures, mais financés par les villageois ? Cela ne résoudra pas la question de l'incompréhension mutuelle des uns et des autres au sujet des médicaments des plantes : les agriculteurs ont déjà perdu le combat d'opinion parce que le législateur n'a pas pris le temps d'analyser les conclusions évidentes du sondage précité. Faudra-t-il un nouveau virus Zika sur le blé pour redécouvrir la pertinence de protéger les hommes et les plantes par des produits chimiques ?